

21 décembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse du Président Emmanuel Macron avec Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, à Abidjan.

Merci beaucoup Monsieur le Président, cher Alassane. Je suis très heureux d'être de retour en Côte d'Ivoire 2 ans après ma première visite à l'occasion du Sommet Union Africaine - Union européenne et je tiens à vous remercier, cher président, cher Alassane pour votre invitation et votre accueil, vous et votre épouse, à notre endroit et à l'endroit de la délégation qui nous accompagne.

Notre relation bilatérale, vous venez de le dire, est ancienne et forte. Elle est basée sur des liens historiques et d'amitiés, sur cette langue, cette culture que vous avez rappelée. Elle est faite aussi de femmes et d'hommes qui vivent entre nos deux pays, qui nourrissent au quotidien cette relation comme en témoigne d'ailleurs la diversité de la délégation qui m'accompagne. Elle est composée de parlementaires engagés dans la relation bilatérale et parfois même fruit de cette relation. Elle est économique, culturelle, sportive. Elle a le visage de cette amitié et de ce que le temps a forgé. C'est aussi ce que les accords signés aujourd'hui que vous avez rappelés illustrent parfaitement. Avec Monsieur le Président, nous avons discuté de plusieurs sujets qui touchent à la fois à la coopération bilatérale, la situation régionale et les sujets internationaux.

Nous avons tout d'abord parlé de sécurité et de lutte contre le terrorisme. J'y reviendrai brièvement, Monsieur le ministre de la Défense vous avez parfaitement résumé notre ambition commune et le Président a à l'instant rappelé ces enjeux. Ce sujet nous préoccupe tous, et en rappelant en effet les attentats que nos deux pays ont subis, en particulier durant les années 2015-2016 mais aussi dans des années et des mois plus récents, nous savons combien la lutte contre le terrorisme demeure une priorité. Avec l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme dont nous venons de signer le lancement, nous passons une étape supplémentaire de ce qu'ensemble nous avons enclenché il y a 2 ans et qui permettra ici-même d'avoir un projet majeur permettant à la Côte d'Ivoire d'être à la pointe en matière de formation et d'entraînement et de consolider également la relation de défense et sécuritaire qui est la nôtre. J'étais hier aux côtés des Forces Françaises présentes en Côte d'Ivoire qui, je dois le dire, portent d'ailleurs cette amitié dont le travail constant avec vos forces, Monsieur le Président, témoigne de cette amitié et de ce mariage. Et je crois que nous avons là ensemble constitué véritablement le socle de la sécurité pour votre pays, pour la région et nous le dotons aujourd'hui avec cette étape supplémentaire de capacités pour lutter contre le terrorisme.

Bien évidemment c'est au Sahel que ce sujet est le plus brûlant et nous avons avec le Président OUATTARA évoqué cette situation. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de m'exprimer sur notre engagement et sur l'implication de nos forces. Vous avez eu l'amitié, Monsieur le Président, de rappeler l'opération Barkhane. Il y a aussi la contribution à cette opération des FFCL, j'ai eu l'occasion de leur rendre hommage hier. Mais il y a aussi votre propre implication dont je vous remercie et dont je sais qu'elle ne cessera de se renforcer, et nous avons discuté de certains de ces termes à l'instant ensemble. C'est le sens du déploiement du bataillon ivoirien au sein de la MINUSMA au Mali et je vous en remercie très profondément parce que c'est à la fois un apport extrêmement structurant mais aussi le témoignage de votre engagement. C'est aussi le soutien que vous avez rappelé de l'UEMOA qui s'est engagé à apporter aux pays de la zone des trois frontières — le Mali, le Burkina, le Niger — l'apport que vous avez rappelé tout à l'heure. Et je souhaite qu'ensemble nous puissions continuer à œuvrer qu'il s'agisse de formation, de capacités, de coopération et de lutte contre le terrorisme encore davantage dans cette région. Car évidemment ce qu'il se passe aujourd'hui au Sahel et tout particulièrement au Burkina Faso a un impact direct, y compris sur votre pays. Nous continuerons aussi d'être à vos côtés pour assurer la sécurité de votre pays et continuer à lutter efficacement contre toutes les menaces. La France a perdu 13 hommes le 25 novembre, vous l'avez rappelé. Le Niger a perdu 71 hommes le 10 décembre. Néanmoins nous devons rester déterminés et unis face à cette menace. C'est le sens des opérations que nous avons continuées de conduire et le succès remporté ce matin par nos soldats de Barkhane qui ont neutralisé une trentaine de groupes armés terroristes, libéré deux otages maliens et saisi de nombreux matériels. Ce combat nous le poursuivrons et je serai demain après-midi avec le Président ISSOUFOU pour le poursuivre activement. C'est aussi pour cela que j'ai souhaité réunir mes homologues du G5 Sahel le 13 janvier à Pau, pour redéfinir ensemble le cadre politique et opérationnel de notre action pour la sécurité des populations et des Etats du Sahel. Je souhaite que de ce travail puissent naître une clarification politique et stratégique mais aussi des engagements nouveaux et un travail conjoint, cher Président. Alors notre relation, notre partenariat ne

aussi des engagements nouveaux et en travail conjoint, chef Président. Alors notre relation, notre partenariat ne se limite évidemment pas aux enjeux de sécurité.

Je suis aussi venu en Côte d'Ivoire pour aller à la rencontre des femmes et des hommes qui chaque jour travaillent pour relever nos ambitions sur de nombreux sujets et en particulier en matière de développement et de croissance. La France souhaite en effet accompagner, accélérer une croissance redistributive et créatrice d'emplois dans votre pays comme dans le reste du continent. Je souhaite que les entreprises françaises soient des acteurs majeurs de cette croissance dans le plein respect de leurs partenaires ivoiriens. C'est d'ailleurs ce respect qui est la marque de fabrique de nos entreprises. Je l'ai rappelé ce matin aux côtés de notre communauté française : les entreprises françaises qui travaillent en Côte d'Ivoire, elles ont des structures ivoiriennes, elles embauchent et promeuvent des Ivoiriennes et des Ivoiriens, elles sont aussi souvent dirigées par des Ivoiriennes et des Ivoiriens. Et ce respect, c'est notre marque de fabrique, c'est ce qui fait que nous ne sommes pas simplement contributeurs ou participants à près du tiers de la croissance de votre pays mais aussi des acteurs heureux, harmonieux de la promotion économique du développement, de l'entrepreneuriat des Ivoiriennes et des Ivoiriens. Nous l'avons vu dans plusieurs domaines et la délégation qui m'accompagne a eu l'occasion de porter de nombreux projets. Nous en avons vu quelques-uns qui continueront d'avancer, des projets fondés sur des besoins africains bien identifiés reposant sur un modèle économique viable et à fort impact social. Ces projets sont le complément nécessaire aux grands projets d'infrastructures tels que celui du métro d'Abidjan qui vient d'entrer dans une phase décisive avec la signature du contrat commercial de ce jour. Et qu'il s'agisse du sport, de l'économie numérique, de l'agroalimentaire, des transports, du développement durable et de l'énergie, des industries créatives et culturelles, le partenariat est riche et varié continue d'enrichir cette relation bilatérale.

Nous avons avec le vice-président et le Premier ministre inauguré ce matin l'agora de Koumassi avec nos deux ministres des Sports. Et c'est un projet emblématique que je souhaiterais ici mettre en avant et qui constitue aussi je dirais, l'une des matrices avec les projets de villes durables et les démonstrateurs que nous mettrons en évidence lors de cette visite et qui seront consacrés lors du Sommet Afrique-France que nous organiserons à Bordeaux du 4 au 6 juin 2020 sur la ville durable. Une ville aux services environnementaux, à une plus grande efficacité énergétique mais aussi une ville où se structurent des grands projets comme cette agora ce matin qui est la première des 91 que vous voulez déployer, et où nous continuerons à être vos partenaires, mais où le sport est à côté de l'éducation, de l'entrepreneuriat et de la culture. Demain nous irons à Bouaké où je me réjouis de lancer en présence du Président OUATTARA les travaux du futur grand marché de la ville attendu par ses habitants depuis plus de 20 ans. Ce projet qui permettra un désenclavement économique de cette ville majeure du nord du pays est une autre illustration de ce que nous pouvons faire ensemble pour accompagner le développement urbain offrir des opportunités aux jeunes générations.

Les jeunes générations, c'est aussi sur ce point que je voulais insister Monsieur le Président. Plus des trois quarts de la population dans votre pays a moins de 35 ans. C'est une chance inouïe et c'est d'ailleurs emblématique du défi africain et de ce que j'avais eu l'occasion lors de mon discours de Ouagadougou il y a un peu plus de 2 ans de chercher si je puis dire à embrasser notre responsabilité à nous la France. C'est d'être votre partenaire dans l'avenir à bâtir pour cette jeunesse africaine et en particulier pour la jeunesse ivoirienne. C'est pour cela que je souhaite que la France soit à vos côtés pour développer ces grands projets sportifs comme nous l'avons fait ce matin et j'ai annoncé que nous vous accompagnerons pour une dizaine d'agoras supplémentaires à travers le pays pour développer des projets comme celui fait avec l'entreprise Winwin vue ce matin.

C'est aussi pour cela que nous continuerons d'être présents sur les grands sujets éducatifs et culturels. Le hub auquel nous tenons beaucoup a permis en 2 ans de développer 90 formations communes sur le plan universitaire. C'est donner une ambition pour la jeunesse ivoirienne d'accéder à des formations conjointes et à des doubles diplômes et de casser la fatalité de l'exil pour certaines formations et l'acceptation d'une relation qui était trop asymétrique. C'est aussi ce que nous voulons en matière de santé. Nous étions tout à l'heure avec nos ministres de la Santé et également le Vice-président et le Premier ministre aux côtés de votre jeunesse et de celles et ceux qui se forment à ces professions de santé dans cet Institut national dont vous pouvez être fiers. L'Institut national de formation des agents de santé d'Abidjan est en effet une marque de cette fierté et de votre engagement. Et donc là aussi pour votre jeunesse, je souhaite que nous soyons davantage présents. Le prêt de 100 millions d'euros qui vient d'être signé pour les hôpitaux d'Abidjan en est la preuve. La France est l'un des partenaires les plus importants de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la santé tant à travers son aide bilatérale via le C2D qu'à travers notre contribution multilatérale via le Fonds mondial, le GAVI et Unitaid. Il y a quelques semaines à Lyon, nous avons réussi le pari de la reconstitution du Fonds mondial, 14 milliards de dollars ont été levés. Comme je m'y étais engagé il y a quelques semaines, cet après-midi avec les ministres, le directeur général de l'AFD et le directeur général du Fonds mondial, Peter SANDS présent avec nous, nous avons signé un partenariat visant à améliorer la complémentarité de nos actions bilatérales et multilatérales. J'y suis très attaché. Vous commencez une stratégie de reconquête en matière de santé avec un engagement pour les prochaines années d'augmentation de 15% par an du budget de la santé. C'est un geste essentiel car cette bataille est centrale et nous serons à vos côtés pour celle-ci. L'accord signé cet après-midi était un engagement côté français de faire davantage en particulier pour consolider, développer le secteur hospitalier, les formations et toutes les structures médicales et bâtir justement ce système sanitaire et médical de base indispensable. Et

c'est en même temps l'investissement que nous avons fait dans le Fonds mondial qui permet à celui-ci d'augmenter massivement son investissement en Côte d'Ivoire. Trois pays seront désormais prioritaires pour le Fonds mondial : le Niger, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo. Et c'est une augmentation de 18 % de l'investissement du Fonds mondial dans votre pays qui permettra de lutter plus efficacement contre le paludisme, la tuberculose et le sida, d'aller chercher les publics les plus fragiles, les plus loin des soins et de la prévention et de réussir ce que nous devons ensemble réussir qui est d'éradiquer ces pandémies à horizon 2030.

C'est ce que nous devons à votre jeunesse et c'est aussi pour cela que j'ai souhaité confirmer cet engagement qui en matière sportive, éducative ou de santé est simplement la mise en œuvre de ce que nous avons annoncé il y a 2 ans.

C'est aussi en entendant votre jeunesse que j'ai souhaité à vos côtés, Monsieur le Président, engager la France dans une réforme historique et ambitieuse de la coopération monétaire entre l'Union économique et monétaire ouest-africaine et notre pays. Oui, la question du français CFA cristallise de nombreux débats et de nombreuses critiques sur le rôle supposé de la France en Afrique. Et c'est la jeunesse africaine qui la pose. J'ai entendu à l'université à Ouagadougou les critiques qui étaient faites à la France. Je vois les réseaux sociaux, je lis la presse et je vois votre jeunesse qui nous reproche en quelque sorte de continuer une relation économique et monétaire qu'elle juge, je les cite, comme postcoloniale. Alors moi je n'appartiens pas à une génération qui a connu le colonialisme, beaucoup des jeunes qui nous le reproche ne l'ont pas connu davantage et parfois prêtent à cette époque les difficultés d'aujourd'hui. Donc rompons les amarres, ayons le courage d'avancer, de regarder et de bâtir ensemble en effet un partenariat décomplexé. La France n'a rien à cacher, n'a aucun privilège à voir. Elle n'a qu'à aider ses frères, ses sœurs à réussir et cette jeunesse africaine à conquérir son avenir. C'est pourquoi j'ai souhaité pouvoir mettre à plat l'ensemble des sujets pour écrire une page nouvelle, page nouvelle de notre histoire commune qui mette fin aux oripeaux du passé, aux malentendus, parfois à des dispositifs qui n'avaient plus beaucoup de sens et qui permette aussi de bâtir une plus grande intégration régionale. Car l'avenir de cette jeunesse de vos pays est dans une plus grande intégration régionale qui permettra davantage de circulation et une plus grande stabilité des économies entre elles. Et je sais, ô combien cher Président, que c'est votre ambition, votre souhait et presque l'ouvrage de toute une vie professionnelle. C'est aussi pour cela que j'ai souhaité accompagner la réflexion engagée par les chefs d'Etat de l'UEMOA et le Président OUATTARA en particulier pour réformer le franc CFA. Et je suis très heureux aujourd'hui d'être à ses côtés pour ensemble annoncer cette réforme historique majeure.

Cette réforme vise à franchir ensemble une nouvelle étape. Vous en avez rappelé les piliers à l'instant, cher Alassane. Le président OUATTARA et les chefs d'Etat de l'UEMOA ont fait le choix de préserver ce qui fait la force et la stabilité macroéconomique de l'UEMOA, à savoir la parité fixe de la monnaie commune avec l'euro d'une part, et la garantie de la France d'autre part. C'est leur choix, c'est leur demande explicitement énoncée par le Président OUATTARA. La France le soutient, nous l'acceptons et nous serons au rendez-vous. Dans le même temps, il y avait des fortes attentes pour réformer en profondeur le partenariat entre la France et l'UEMOA, l'inscrire en cohérence avec la dynamique du projet de monnaie unique à l'échelle de la CEDEAO. L'ECO, cette monnaie verra le jour en 2020. Je m'en félicite, elle sera l'outil de cette intégration. Le Président OUATTARA a évoqué la question du nom. Je vais pour ma part ici vous confirmer les deux changements majeurs qui accompagneront cette évolution et que la France a décidé d'embrasser à vos côtés. D'abord nous avons ensemble décidé de mettre fin à la centralisation obligatoire des réserves de change en France qui représentaient 50 % en actant la suppression du mécanisme du compte d'opérations. J'avais entendu ô combien à la fois le compte d'opérations et ses réserves obligatoires sur le compte spécial du Trésor étaient un souci, un sujet de crispation. Nous y mettons fin. Ensuite, nous engagerons un dialogue sur de nouvelles bases : la France ne siègera plus dans aucune des instances techniques de gouvernance de l'Union. Plus spécifiquement, elle ne nommera plus de représentants au Conseil d'administration, au Comité de politique monétaire de la Banque centrale ni à la Commission bancaire de l'Union. Et je souhaite que les meilleurs experts africains puissent être nommés, que les meilleurs académiques, que vos représentants et vos administrations puissent ainsi faire avancer ce sujet. Aujourd'hui, la France ajuste donc son positionnement pour devenir le garant financier de l'Union conformément aux choix faits par les Etats. Il y aura bien sûr de nouvelles occasions pour la France et l'UEMOA de continuer d'échanger avec les différents Etats membres de l'Union mais ceux-ci seront plus informels, moins institutionnalisés, reposant sur une dynamique nouvelle, libre, choisie, assumée. Je fais confiance aux équipes de l'ensemble de nos pays à la fois du côté des Etats mais aussi des banques centrales pour continuer d'entretenir un dialogue riche, fluide sous le sceau de la sincérité et de la confiance. Nous revisitons ainsi des accords vieux de 46 ans et cette garantie que nous allons apporter nous le faisons à votre demande, mais ces changements profonds nous les assumons ensemble.

Enfin, avec le Président OUATTARA et l'ensemble des Etats de l'UEMOA, nous avons tenu à ce que ces évolutions soient rapidement transcrites dans les textes. C'est le sens de l'accord qui va être signé dans quelques instants par le ministre des Finances du Bénin, Monsieur WADAGNI, président en exercice du Conseil des ministres de l'UEMOA, et qui remplace l'accord existant depuis plus de 46 ans et qui sera signé avec notre ministre de l'Economie et des Finances. C'est donc bien une étape historique qui est franchie ici. J'espère que cette étape sera le début d'une nouvelle dynamique régionale. J'espère que des pays comme la Guinée, le

Ghana, la Sierra Leone, le Liberia, la Gambie poursuivront ce mouvement et avec cette monnaie nouvelle, cette gouvernance nouvelle œuvreront, cher Président, à vos côtés. Mais je veux ici solennellement et amicalement saluer le rôle que vous avez joué dans ce travail historique, cette avancée que nous avons voulu faire ensemble et que vous allez continuer, je le sais, dans les prochains mois à jouer. Car l'année 2020 sera absolument critique pour franchir ces nouvelles étapes. Je veux vous en remercier très sincèrement, cher Président.